

## Document

### Les Etats-Unis demandent à la Chine et au Japon de cesser d'affaiblir leur monnaie

(lemonde.fr)

**28 décembre 2011**

*Les Etats-Unis ont indiqué, mardi 27 décembre, qu'ils souhaitent voir la Chine et le Japon cesser d'agir pour affaiblir leur monnaie. Le département du Trésor a déclaré, dans son rapport semestriel sur les taux de change, que le yuan restait "considérablement sous-évalué" malgré son appréciation des derniers mois, et que les interventions pour faire baisser le cours du yen ne lui paraissaient plus légitimes.*

*"La tendance de longue date de la Chine à accumuler des réserves en devises étrangères, la persistance de l'excédent de ses comptes courants et l'appréciation inachevée du renminbi (le nom officiel du yuan), compte tenu en particulier de la rapide croissance de la productivité dans le secteur des biens exportés, indiquent que le taux de change réel du renminbi persiste à être désaligné et reste considérablement sous-évalué", a écrit le Trésor.*

Le terme de "désaligné" appartient au vocabulaire du Fonds monétaire international, qui l'emploie pour ce qu'il considère comme une infraction aux obligations de ses Etats membres. En théorie, si un nombre suffisant d'Etats membres du FMI dénoncent une telle infraction, la Chine peut voir son droit de vote suspendu. En pratique, cette éventualité n'est pas imaginable aujourd'hui.

### **PAS DE SANCTIONS COMMERCIALES**

Pékin a décidé, en juin 2010, de laisser évoluer le taux de change entre le yuan et le dollar, après presque deux ans où il était resté immobile. Depuis, la monnaie chinoise s'est appréciée d'environ 8 % face au billet vert, et "de près de 12 %" en tenant compte de l'inflation. Ce rythme est jugé insuffisant par le gouvernement américain.

Mais le Trésor s'est gardé, une fois de plus, de désigner la Chine comme un pays qui "manipule" son taux de change. S'il le fait, le Congrès est autorisé à imposer des sanctions commerciales. La dernière fois qu'un pays a été rangé dans cette catégorie remonte à 1994, lorsque la Chine avait dévalué le yuan de moitié.

### **CRITIQUES À TOKYO**

Les Etats-Unis ont, par ailleurs, adressé des critiques inhabituelles à Tokyo. "Plutôt que de réagir aux inquiétudes nationales sur le 'yen fort' en intervenant pour essayer d'influencer le taux de change, le Japon devrait prendre des mesures fondamentales et en profondeur pour accroître le dynamisme de son économie", a affirmé le département du Trésor.

Le ministère a indiqué qu'il avait soutenu l'intervention coordonnée du G7 sur le marché des changes une semaine après le séisme du 11 mars, mais pas celle unilatérale de fin octobre. "Les interventions unilatérales japonaises ont été menées à des moments où le marché des changes semblait fonctionner de manière ordonnée et où la volatilité du taux de change entre yen et dollar était plus faible que, par exemple, celle du marché euro-dollar", a-t-il expliqué.

Ce jugement devrait satisfaire le lobby des constructeurs automobiles américains, celui qui se fait le plus entendre pour dénoncer ces interventions.

### ***Chine et Japon veulent développer leurs échanges directs en yens et en yuans***

La Chine et le Japon ont conclu, lundi 26 décembre, une série d'accords financiers pour développer l'usage de leurs monnaies respectives, le yuan et le yen, dans leurs échanges bilatéraux. L'un de ces accords vise à faciliter l'usage direct du yuan et du yen dans les transactions commerciales et les investissements entre les deux pays, au lieu d'utiliser le dollar comme il est d'usage jusqu'à présent (60 % des échanges sino-japonais utilisent le billet vert).

Utiliser directement leurs monnaies respectives permettra aux entreprises chinoises et japonaises de réduire leurs coûts et de se prémunir des aléas monétaires liés aux fluctuations de la devise américaine. Un organisme d'Etat japonais sera, en outre, habilité à vendre en Chine des obligations japonaises libellées en yuans.

Ces accords entre les deuxième et troisième économies mondiales *"renforceront les capacités de la région à prévenir les risques et à faire face aux difficultés, et auront un effet positif sur le maintien de la stabilité financière de l'Asie de l'Est"*, a affirmé lundi un porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, Hong Lei.